



VIVE LE PCF (MLM) !

L'Association Internationale des Travailleurs

Marx et Engels dans la Ligue des justes

Le chant révolutionnaire « L'Internationale », hymne communiste international, date de la fin du 19e siècle, à l'époque où fut fondée l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), rassemblement des premières forces révolutionnaires mondiales.

De cette A.I.T., plus communément appelée l'Internationale, on retient surtout, à juste titre, le rôle central de Karl Marx et l'émergence du marxisme. Quel fut le processus qui a conduit à cela ?

En fait, l'A.I.T. est née en 1864 et la période qui l'a précédée a été marquée par toute une série de penseurs critiquant le capitalisme qui se développait alors tous azimuts en Angleterre, mais également à moindre vitesse en France et en Allemagne. Leur réflexion était toutefois caractérisé par un utopisme complet.

Karl Marx est justement celui-ci qui a réussi à dépasser le socialisme utopique, pour parvenir à formuler le socialisme scientifique, dont l'A.I.T. fut l'expression. Une de ces étapes fut bien sûr le fameux *Manifeste du Parti Communiste*, publié en 1847, bien avant la naissance de l'A.I.T..

Ce *Manifeste* exprimait le point de vue de la « Ligue des communistes », elle-même issue de a « Ligue des justes ». Dans la première moitié du 19e siècle, en raison de la très grande répression anti-démocratique dans ce qui deviendra l'Allemagne, de nombreux activistes sociaux et démocrates vivent dans l'émigration, et c'est là qu'ils fondèrent la « Ligue des justes ».

Friedrich Engels raconte ainsi :

« En 1834, les réfugiés allemands fondèrent à Paris la Ligue secrète républicaine démocratique des proscrits. En 1836, il s'en détacha les éléments les plus extrêmes, pour la plupart prolétariens, qui fondèrent une nouvelle ligue secrète, la Ligue des justes.

La ligue-mère, où il n'était resté que les éléments les plus engourdis, à la Jakob Venedey, fut bientôt plongée en plein sommeil ; et lorsque la police, en 1840, en éventra quelques sections en Allemagne, ce n'était plus à peine qu'une ombre. La nouvelle ligue, par contre, eut un développement relativement rapide.

A l'origine, c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf, qui se développait à cette époque même à Paris ; la communauté des biens était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'"égalité".

Les buts étaient identiques à ceux des sociétés parisiennes secrètes de ce temps : partie

association de propagande, partie association de conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'action révolutionnaire, bien que l'on ne se défendît nullement de fomenter à l'occasion des troubles en Allemagne.

Mais, comme Paris restait le champ de bataille décisif, la Ligue n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la Société des saisons, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français déclenchèrent l'insurrection le 12 mai 1839 ; les sections de la Ligue emboîtèrent le pas et furent entraînées ainsi dans la défaite commune. »

Cela provoqua une nouvelle émigration, à Londres cette fois. La Ligue continua de répandre ses idées, tant en France qu'en Allemagne, et Engels explique ainsi que :

« Depuis que le centre de gravité avait été transféré de Paris à Londres, un autre facteur fut mis en relief : d'allemande qu'elle était la Ligue se transforma peu à peu en ligue internationale.

Dans la société ouvrière, en dehors des Allemands et des Suisses, se rencontraient également des membres appartenant à toutes les nationalités qui se servaient principalement de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du Sud, et aussi des Russes et des Alsaciens.

En 1847, un grenadier de la garde anglaise assistait régulièrement en uniforme aux séances. La société ne tarda pas à prendre le titre de : Cercle d'étude ouvrier communiste. Sur les cartes de membre, la devise : "Tous les hommes sont frères" se trouvait reproduite en vingt langues au moins, bien que, par-ci par-là, non sans faute.

A l'exemple de la société légale, la société secrète, elle aussi, prit bientôt un caractère plus international, d'abord dans un sens encore restreint : en pratique, parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie, parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne. On n'alla pas plus loin ; mais les bases étaient jetées (...).

A d'autres points de vue encore, le caractère de la Ligue s'était modifié avec les événements. Bien que l'on considérât toujours, à juste titre du reste, Paris comme la ville-mère de la révolution, on s'était pourtant libéré de la sujétion aux conspirateurs parisiens.

Au fur et à mesure qu'elle gagnait du terrain la Ligue prenait davantage conscience d'elle-même. On sentait qu'on prenait de plus en plus racine dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers avaient la mission historique d'être le porte-drapeau des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. »

Engels et Marx, s'étant rencontrés et étant en accord idéologique entre eux, se rapprochent alors de la Ligue des justes et l'influence. Engels raconte ainsi :

« Sans nous mêler des affaires intérieures de la Ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part, nous agissions de vive voix, par lettres, par la

presse sur les opinions théoriques des membres les plus importants de la Ligue. Nous recourions également, dans le même but, à diverses circulaires lithographiées que, dans des occasions particulières, où il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste en formation, nous envoyions à nos amis et correspondants (...).

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration.

Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre.

Ce que nous avons jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation.

Pouvions-nous refuser ? Évidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. »
(Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes)

La Ligue des communistes

Une fois dans la Ligue des justes, Marx et Engels ont une influence considérable en supprimant les conceptions petites-bourgeoises. Engels note ainsi :

« Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque imprécise qu'elle fût, avait un très grand défaut, provenant des conditions même du moment. Les membres de la Ligue, ceux du moins qui étaient des ouvriers, étaient presque exclusivement des artisans proprement dits.

La plupart du temps l'homme qui les exploitait n'était lui-même, dans les grandes villes, qu'un petit patron. L'exploitation même de la couture en grand, de ce qu'on appelle actuellement la confection, par la transformation du métier en industrie à domicile au compte d'un grand capitaliste, commençait à peine à Londres.

D'une part, l'exploiteur de ces artisans était un petit patron ; et, d'autre part, tout le monde espérait devenir un jour petit patron. Et en outre l'artisan allemand de ce temps-là était encore infecté d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations.

Et ce qui leur fait le plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des

prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat.

Mais il était également inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinsent à tout instant leur donner un croc-en-jambe, dès qu'il s'agissait de critiquer par le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier des faits économiques.

Et je ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul adhérent ayant jamais lu un traité d'économie. Mais cela n'avait pas grande importance. Pour le moment, l'égalité, la fraternité et la justice suffisaient à faire franchir tout obstacle théorique. »

Il s'agissait donc de faire progresser la Ligue, de lui faire faire un saut qualitatif. Il fallait quitter l'utopisme, les démarches plébéiennes et les velléités permanentes d'insurrection, pour passer à un point de vue scientifique. Engels raconte ainsi la modification de la « Ligue des justes » en « Ligue des communistes » :

« En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes".

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée."

Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande.

Ces nouveaux Statuts -- tel était maintenant le procédé démocratique -- furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847 (...).

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, -- la durée du congrès fut de dix jours au moins, -- défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste.

Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore,

dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien.

L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte.

Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau. »

Il y a ainsi un passage de la *Ligue des Justes* à la *Ligue des communistes*, prélude à la formation de l'*Association Internationale des Travailleurs*.

Marx au cœur de l'A.I.T.

L'événement qui amena la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs fut la rencontre entre d'un côté l'activité de Karl Marx épaulé par Friedrich Engels, de l'autre le développement du mouvement ouvrier anglais et français, qui tissèrent des liens.

Une réunion eut alors lieu à Londres au St Martin's Hall, une petite salle utilisée par les ouvriers et les démocrates. Étaient présents des ouvriers anglais et français, ainsi que des prolétaires et des démocrates de l'émigration, qui ensemble fondirent, le 28 septembre 1864, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT).

Karl Marx ne fut nommé que dans le comité directeur, qui devint le conseil central, puis le conseil général, n'en étant donc pas le dirigeant ; cependant, il était le moteur de l'initiative. C'est d'ailleurs lui qui prit en main la rédaction tant de l'adresse inaugurale que des statuts de l'AIT.

Cela veut dire que Karl Marx était en mesure de tenir en échec tant le courant anglais qui avait une perspective syndicale-réformiste internationale, que le courant français qui visait la mise en place de prêts sans intérêts à l'échelle internationale et de coopératives. A cela s'ajoute un courant italien, se situant dans la tradition de la révolte des peuples de 1848.

Les statuts avaient d'ailleurs connu un brouillon écrit par Ludwig Wolf, un partisan de Mazzini ; Karl Marx n'en garda que le nom de l'AIT, et c'est lui qui eut l'idée d'ajouter une adresse inaugurale à l'annonce de la formation de la nouvelle organisation.

Le premier novembre 1864, le comité directeur avalisa les documents et le 22 mars 1864, Karl Marx proposa au conseil général que les syndicats anglais (les trade-unions) adhèrent de manière collective à l'AIT. Cela se réalisa notamment grâce au militant Robert Shaw ; en janvier 1865, cela permit aux ouvriers anglais de soutenir des réformes électorales de la bourgeoisie radicale.

Dans une lettre du premier mai 1865 à Friedrich Engels, Karl Marx considère alors que :

« Si cette réélectrification du mouvement politique de la classe ouvrière anglaise réussit, alors notre association, sans faire d'histoires, a déjà plus contribué à la classe ouvrière européenne qu'il aurait été possible d'une quelconque autre manière. »

Karl Marx œuvrait ainsi dans le sens d'une politisation de la classe ouvrière, d'une prise en compte

des enjeux, avec un besoin d'évaluation et de positionnement. En voici un exemple avec le message de l'AIT à Abraham Lincoln, à la fin de l'année 1864 :

« Nous complimentons le peuple américain à l'occasion de votre réélection à une forte majorité.

Si la résistance au pouvoir des esclavagistes a été le mot d'ordre modéré de votre première élection, le cri de guerre triomphal de votre réélection est : mort à l'esclavage.

Depuis le début de la lutte titanesque que mène l'Amérique, les ouvriers d'Europe sentent instinctivement que le sort de leur classe dépend de la bannière étoilée. La lutte pour les territoires qui inaugura la terrible épopée, ne devait-elle pas décider si la terre vierge de zones immenses devait être fécondée par le travail de l'émigrant, ou souillée par le fouet du gardien d'esclaves ?

Lorsque l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes osa, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot esclavage sur le drapeau de la rébellion armée ; lorsque à l'endroit même où, un siècle plus tôt, l'idée d'une grande république démocratique naquit en même temps que la première déclaration des droits de l'homme qui ensemble donnèrent la première impulsion à la révolution européenne du 18ème siècle, alors les classes ouvrières d'Europe comprirent aussitôt, et avant même que l'adhésion fanatique des classes supérieures à la cause des confédérés ne les en eût prévenues, que la rébellion des esclavagistes sonnait le tocsin pour une croisade générale de la propriété contre le travail et que, pour les hommes du travail, le combat de géant livré outre-Atlantique ne mettait pas seulement en jeu leurs espérances en l'avenir, mais encore leurs conquêtes passées.

C'est pourquoi, ils supportèrent toujours avec patience les souffrances que leur imposa la crise du coton et s'opposèrent avec vigueur à l'intervention en faveur de l'esclavagisme que préparaient les classes supérieures et « cultivées », et un peu partout en Europe contribuèrent de leur sang à la bonne cause.

Tant que les travailleurs, le véritable pouvoir politique du Nord permirent à l'esclavage de souiller leur propre République ; tant qu'ils glorifièrent de jouir du privilège d'être libres de se vendre eux-mêmes et de choisir leur patron, ils furent incapables de combattre pour la véritable émancipation du travail ou d'appuyer la lutte émancipatrice de leurs frères européens.

Les ouvriers d'Europe sont persuadés que si la guerre d'indépendance américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes bourgeoises, la guerre anti-esclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières.

Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social. »

Le proudhonisme français contre le marxisme

Avant l'Association Internationale des Travailleurs, les travailleurs avancés culturellement dans la cause ouvrière étaient dispersés et sur le plan idéologique, leurs conceptions étaient instables, oscillantes, partant tendanciellement soit dans le réformisme, soit dans le radicalisme.

Ainsi, au sein de la Ligue des communistes, l'un des principaux opposants à Marx et Engels fut Stephan Born (1824-1898). Président du Comité central ouvrier de l'Association fraternelle des travailleurs de Berlin, il s'opposait à la participation aux luttes démocratiques de la bourgeoisie de la féodalité, prônant par ailleurs une ligne d'associations coopératives de production et de soutien au crédit par l'Etat.

A ligne opportuniste de droite de Born s'associait la ligne opportuniste de gauche d'Andreas Gottschalk (1815-1849), actif à Cologne et qui lui considérait que les tâches démocratiques ne relevaient pas du prolétariat.

Le panorama ressemblait à cela sur le plan international. En France, au proudhonisme des uns répondait les velléités conspirationnistes des autres. Les idées de Proudhon s'étaient en pratique répandues de manière importante, l'une des expressions étant « le Manifeste des soixante. »

Il s'agit d'un appel de soixante ouvriers, publié en février 1864 dans un journal d'opposition à Napoléon III, pour une candidature ouvrière : celle d'Henri Tolain (1828-1897). Le texte reflète la conception proudhonienne de celui-ci, avec à l'esprit les réformes économiques, notamment avec le crédit, devant amener la classe ouvrière à s'imposer de manière naturelle au sein même du capitalisme.

Le « Manifeste des soixante » dit ainsi :

« Qu'on ne nous accuse point de rêver lois agraires, égalité chimérique, qui mettrait chacun sur un lit de Procuste, partage, maximum, impôt forcé, etc., etc.

Non ! il est grand temps d'en finir avec ces calomnies propagées par nos ennemis et adoptées par les ignorants. La liberté du travail, le crédit, la solidarité, voilà nos rêves.

Le jour où ils se réaliseront, pour la gloire et la prospérité d'un pays qui nous est cher, il n'y aura plus ni bourgeois ni prolétaires, ni patrons ni ouvriers. Tous les citoyens seront égaux en droits. »

Tolain soutiendra l'Association Internationale des Travailleurs au départ, devenant le chef de file du courant en France ; il tient cependant à la dimension fédérale et ne veut pas de décisions générales, il veut que les délégués soient forcément des travailleurs manuels, etc. Cette perspective ouvriériste réformiste l'amènera toujours plus dans les bras du réformisme et des élections, et il rejettera même la Commune de Paris en 1871. L'AIT, pour qui il avait été élu député de la Seine, l'exclut alors.

Voici un exemple de la position de Tolain, sa ligne anti-intellectuelle. Il s'agit d'un compte-rendu d'une discussion à congrès de Genève de l'A.I.T., en 1866. Karl Marx ne s'y est pas rendu ; comme il l'explique dans une lettre à Ludwig Kugelmann du 23 août 1866 :

« Bien que je consacre beaucoup de temps aux travaux préparatoires du Congrès de

Genève, je ne puis ni ne veux m'y rendre, car il m'est impossible d'interrompre mon travail pendant un délai assez long. Par ce travail, j'estime que je fais quelque chose de bien plus important pour la classe ouvrière que tout ce que je pourrais faire personnellement dans un congrès quelconque. »

Voici donc comment Tolain a « compris » cela, et comment son initiative est défaite :

« L'article 11 ainsi conçu : « Chaque membre de l'Association a le droit de participer au vote et est éligible », a été le sujet de la discussion suivante :

Le citoyen Tolain (Paris) : S'il est indifférent d'admettre, comme membre de l'Association internationale, des citoyens de toute classe, travailleurs ou non, il ne doit pas en être de même lorsqu'il s'agit de choisir un délégué. En présence de l'organisation sociale actuelle dans laquelle la classe ouvrière soutient une lutte sans trêve ni merci contre la classe bourgeoise, il est utile, indispensable même, que tous les hommes qui sont chargés de représenter des groupes ouvriers soient des travailleurs.

Le citoyen Perrachon (Paris) parle dans le même sens et va plus loin, car il croit que ce serait vouloir la perte de l'Association que d'admettre comme délégué un citoyen qui ne serait pas ouvrier.

Le citoyen Vuilleumier (Suisse) : En éliminant quelqu'un de notre association, nous nous mettrions en contradiction avec nos règlements généraux, qui admettent dans son sein tout individu sans distinction de race, ni de couleur, et par le seul fait de son admission il est apte à prétendre à l'honneur d'être délégué.

Le citoyen Cremer (Londres) s'étonne de voir cette question revenir de nouveau en discussion. Il n'en comprend pas la nécessité, car dit-il parmi les membres du Conseil central se trouvent plusieurs citoyens qui n'exercent pas de métiers manuels et qui n'ont donné aucun motif de suspicion, loin de là. Il est probable que, sans leur dévouement, l'Association n'aurait pu s'implanter en Angleterre d'une façon aussi complète. Parmi ces membres, je vous citerai un seul, le citoyen Marx, qui a consacré toute sa vie au triomphe de la classe ouvrière.

Le citoyen Carter (Londres) : On vient de vous parler du citoyen Karl Marx. Il a compris parfaitement l'importance de ce premier congrès, où seulement devaient se trouver des délégués ouvriers. Aussi a-t-il refusé la délégation que lui offrait le Conseil central. Mais ce n'est point une raison pour l'empêcher, lui ou tout autre, de venir au milieu de nous, au contraire.

Des hommes se dévouant entièrement à la cause prolétaire sont trop rares pour les écarter de notre route. La bourgeoisie n'a triomphé que du jour où, riche et puissante par le nombre, elle s'est alliée la science, et c'est la prétendue science économique bourgeoise qui, en lui donnant du prestige, maintient encore son pouvoir. Que les hommes qui se sont occupés de la question économique, et qui ont reconnu la justice de notre cause et la nécessité d'une réforme sociale, viennent au congrès ouvrier battre en brèche la science économique bourgeoise.

Le citoyen Tolain (Paris) : Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les

congrès ouvriers devaient être seulement composés d'ouvriers manuels. Si ici nous admettons des hommes appartenant à d'autres classes, on ne manquera pas de dire que le congrès ne représente pas les aspirations des classes ouvrières, qu'il n'est pas fait pour des travailleurs, et je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes.

L'amendement du citoyen Tolain voulant la qualité d'ouvrier manuel pour recevoir le titre de délégué est mis aux voix et rejeté, 20 pour et 25 contre. »

Tolain le proudhonien s'opposait par définition à Karl Marx et au rôle de la théorie, qui avait déjà pourtant joué un rôle central pour l'A.I.T..

Le proudhonisme devient l'anarchisme

L'opposition entre Tolain et Marx reflète dans l'A.I.T. toute une approche quant à la question révolutionnaire. Il y a d'un côté la tendance voyant les choses de manière historique, recherchant par conséquent à élaborer un savoir scientifique. De l'autre, il y a les gens qui sont ouvriéristes, s'intéressent aux revendications immédiates, tendent au pragmatisme, nient l'importance de la théorie ni de la question précise de la prise du pouvoir.

On a ainsi l'opposition, en filigrane, entre marxisme et proudhonisme, ou d'une certaine manière entre marxisme et « syndicalisme révolutionnaire ». Cela détermine toute la première période de l'A.I.T., marquée par la conférence de Londres (25-28 septembre 1865), le congrès de Genève donc (3-8 septembre 1866), le congrès de Lausanne (2-8 septembre 1867) et celui de Bruxelles (6-13 septembre 1868).

Mais la seconde période de l'A.I.T. est marquée par l'affrontement avec un proudhonisme modifié, dirigé par Bakounine (1814-1876) et donnant naissance à l'anarchisme. Un grand événement marquant est bien entendu également la Commune de Paris, qui permit à Marx de préciser ce qu'il qualifie par « dictature du prolétariat ».

Sur le plan de l'organisation, l'A.I.T. connut durant cette période le congrès de Bâle (6-12 septembre 1869) la conférence de Londres (17-23 septembre 1871) et le congrès de La Haye (2-7 septembre 1872), qui furent marqués par un intense conflit entre marxisme et anarchisme.

Le congrès de Bâle marqua le début du conflit ouvert. En pratique, le proudhonisme avait failli dans le mouvement ouvrier, parce qu'il défendait la petite propriété. Aux premiers temps de l'A.I.T., c'était toujours la ligne des partisans du proudhonisme, qui voyaient en des institutions de crédit la solution aux problèmes sociaux.

Les progrès de la lutte de classe posaient cependant la bataille pour le communisme à l'ordre du jour, le principe du collectivisme fut adopté par l'A.I.T., contre la défense de la petite propriété, et le proudhonisme devint l'anarchisme.

Au congrès de Bâle, la ligne du proudhonisme était battue avec l'adoption des motions suivantes :

« 1. Le Congrès déclare que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la communauté.

2. Il déclare encore qu'il y a nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective. »

Voici comment Tolain tentait de protéger le principe de propriété privée :

« Vous m'accorderez que la société se compose d'individus, que la collectivité est un être abstrait, quelque chose qui ne ressemble pas à l'homme, quelque chose qu'on nous impose, qui est inconnu et qu'il faut cependant accepter.

L'individu, au contraire, existe ; il s'affirme dans toutes les branches de l'activité humaine ; il suffit de l'envisager à ces trois points de vue : la religion, la politique et l'économie, pour se persuader que, de toutes tendances, celles qui sont fausses sont seulement celles qui sont contraires à la manifestation de l'individu ; et partout vous reconnaîtrez ce désir de chaque homme d'être son propre roi : un être libre et indépendant.

Quand l'homme a fourni sa part de contribution pour l'organisation des services publics, lorsqu'il satisfait les garanties qu'exige de lui la société, je nie à la collectivité le droit de porter la main sur le produit de son travail ; c'est là une question de liberté humaine.

Passant ensuite à la propriété elle-même, l'orateur reproche à ses adversaires de prendre l'effet pour la cause en attribuant au droit de posséder le motif des misères de l'humanité. Il faut la voir au point de vue de la suppression des baux, loyers, etc., remplacés par le contrat de vente et le crédit réorganisé.

Demandons-nous maintenant si, comme intelligence, la collectivité est supérieure ou inférieure à l'individu. Eh bien ! par qui ont été réalisés tous ces grands progrès dont s'enorgueillit l'humanité, sinon par des individus qui, par leur savoir et leur habileté, se sont élevés au-dessus de la collectivité, qui souvent les poursuivait de ses cris et de ses sarcasmes. Colomb, Stephenson, Galilée et beaucoup d'autres sont autant de preuves que les efforts de l'individu sont supérieurs aux efforts de la collectivité.

La collectivité a encore cet autre danger, qu'elle nuit à cette division du travail qui est un premier élément de prospérité. La question de la propriété est du domaine de la science, qui seule peut la résoudre. Tous nos votes n'y feront rien.

Enfin, citoyens, parmi tous les systèmes que nous recommandons le collectivisme, il n'en est pas un qui se soit affranchi de l'organisation hiérarchique et autoritaire. Et tant que ces systèmes ne concorderont pas avec la liberté et avec l'égalité, je resterai partisan de la prospérité individuelle et terrienne. »

Ce point de vue individualiste fut écrasé et l'anarchisme remplaça le proudhonisme, comme variante plus approfondie.

Le panslave Mikhaïl Bakounine

La principale figure de l'anarchisme ayant succédé au proudhonisme fut Mikhaïl Bakounine (1814-1876). Ce révolutionnaire russe était initialement proche de Karl Marx ; c'est d'ailleurs lui qui a traduit le Manifeste du parti communiste en russe.

Longuement emprisonné en Russie – il perdit toutes ses dents en raison du scorbut -, Bakounine était une des figures les plus avancées de la vague révolutionnaire de 1848 portée par les peuples slaves.

Bakounine ne devint pas anarchiste avant 1868 ; auparavant, il est une figure démocratique cherchant une voie dans le panslavisme, avec à l'arrière-plan le congrès panslave de Prague de 1848.

Les peuples slaves étaient en fait sous le joug de nations non slaves : l'Autriche et la Hongrie. Seule la Russie échappait à cette situation et pour cette raison tentait de se poser comme hégémonique chez les peuples slaves, ainsi que comme solution politique.

Friedrich Engels, en 1849, définit ainsi la nature du panslavisme démocratique :

« Nous avons souvent indiqué que les douces songeries nées après les révolutions de février et de mars, que les rêves exaltés de fraternisation générale des peuples, de république fédérative européenne et de paix mondiale éternelle ne faisaient au fond que dissimuler la perplexité et l'inaction sans bornes des porte-parole d'alors (...).

Une expérience douloureuse nous a appris que la « fraternisation des peuples d'Europe » ne s'établit pas avec de simples phrases et des vœux pieux mais avec des révolutions radicales et des luttes sanglantes; qu'il ne s'agit pas d'une fraternisation de tous les peuples européens sous un drapeau républicain mais de l'alliance des peuples révolutionnaires contre les contre-révolutionnaires, d'une alliance qui se conclut non sur le papier mais uniquement sur le champ de bataille.

Dans toute l'Europe occidentale ces expériences amères mais nécessaires ont privé de tout crédit les belles phrases lamartiniennes. À l'Est, en revanche, il y a toujours des fractions soi-disant démocratiques et révolutionnaires qui ne se lassent pas de faire écho à cette phraséologie sentimentale et de prêcher l'évangile de la fraternité des peuples européens.

Ces fractions - nous passons sous silence quelques rêveurs ignorants de langue allemande comme M. Ruge et consorts - ce sont les panslavistes démocratiques des différents peuples slaves.

Nous avons devant les yeux le programme du panslavisme démocratique exposé dans une brochure : Appel aux Slaves, éditée à Köthen en 1848 et émanant d'un patriote russe, Michel Bakounine, membre du Congrès des Slaves qui s'est tenu à Prague.

Bakounine est notre ami. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à la critique (...).

« Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien (...).

Quant au panslavisme en particulier, nous avons développé dans le n° 194 de la Nouvelle Gazette rhénane comment, abstraction faite des illusions partant d'un bon

naturel, les panslavistes démocratiques n'ont en réalité pas d'autre but que de donner d'une part en Russie, et d'autre part dans la double monarchie autrichienne dominée par la majorité slave et dépendante de la Russie, un point de ralliement aux Slaves autrichiens dispersés et sous la dépendance historique, littéraire, politique, commerciale et industrielle des Allemands et des Magyars.

Nous avons développé comment des petites nations remorquées depuis des siècles contre leur propre volonté par l'histoire, étaient nécessairement contre-révolutionnaires, et comment leur position dans la révolution de 1848 fut réellement contre-révolutionnaire (...).

Nous le répétons : en dehors des Polonais, des Russes et à la rigueur des Slaves de Turquie, aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que les conditions premières de l'indépendance et de la viabilité, conditions historiques, géographiques, politiques et industrielles manquent aux autres Slaves.

Des peuples qui n'ont jamais eu leur propre histoire, qui passent sous la domination étrangère à partir du moment où ils accèdent au stade le plus primitif et le plus barbare de la civilisation, ou qui ne parviennent à ce premier stade que contraints et forcés par un joug étranger, n'ont aucune viabilité, ne peuvent jamais parvenir à quelque autonomie que ce soit.

Et tel a été le sort des Slaves autrichiens. Les Tchèques au nombre desquels nous compterons même les Moraves et les Slovaques, bien qu'ils soient linguistiquement et historiquement différents, n'ont jamais eu d'histoire.

Depuis Charlemagne, la Bohême est enchaînée à l'Allemagne. La nation tchèque s'émancipe un instant et forme le royaume de Moravie, pour être aussitôt assujettie de nouveau et servir cinq cents ans de ballon avec quoi jouent l'Allemagne, la Hongrie et la Pologne.

Puis la Bohême et la Moravie passent définitivement à l'Allemagne, les régions de Slovaquie restant hongroises. Et cette « nation » qui, historiquement n'existe pas, a des prétentions à l'indépendance ?

Il en est de même de ceux qu'on appelle les Slaves du Sud. Où est l'histoire des Slovènes d'Illyrie, des Dalmates, des Croates et des Scholazes ? Depuis le XI^e siècle, ils ont perdu la dernière apparence d'indépendance politique et ont été placés sous la domination ou allemande ou vénitienne ou magyare. Et, avec ces loques déchirées, on veut bâcler une nation vigoureuse, indépendante et viable ? »

Le texte dont est tiré cet extrait est extrêmement célèbre en Europe de l'Est dans l'histoire du communisme ; aux ajustement nécessaires se sont ajoutés des événements historiques très importants renversant la situation, sans pour autant modifier la validité de l'analyse de Friedrich Engels.

Bakounine était le produit d'une situation et n'avait nul bagage idéologique développé. C'est la raison de son basculement dans le proudhonisme à la fin de sa vie, avec d'un côté l'abstentionnisme politique, de l'autre la négation de l'État.

Pierre-Joseph Proudhon avait perdu toute crédibilité dans son soutien à Napoléon III ; Bakounine prit le relais historique de partisan de l'anarchisme comme affirmation du principe de soulèvement.

Membre d'une Ligue de la Paix et de la Liberté de type bourgeoise – pacifiste qui finit par faire scission en 1868 entre la bourgeoisie et les socialistes, Bakounine rejoignit ces derniers fondant l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste, qui demanda immédiatement de rejoindre l'AIT.

Bakounine organisa alors des réseaux secrets dans l'AIT et prôna une ligne d'unité sans principes, au nom du principe de rassembler toutes les structures défendant toutes les variantes de politique.

A ce fédéralisme s'ajoute l'affirmation de la question de l'héritage comme problématique principale de la révolution, à l'opposé de l'analyse fondée sur le principe du mode de production.

La situation devint explosive au point que Karl Marx et ses partisans réaffirmèrent alors la nature politique du projet, avec comme but la conquête du pouvoir, ce qui provoqua le départ de fédérations (Belgique, Espagne, Italie, Jura).

La Commune de Paris

La victoire sur Bakounine et l'anarchisme renouvelé ayant suivi le proudhonisme a largement profité d'un événement fondamentalement marquant : la Commune de Paris, en 1871.

Ce soulèvement avait comme caractère ce que Karl Marx considérait comme étant la dictature du prolétariat ; il témoignait par conséquent de la nécessaire constitution du prolétariat comme parti politique défendant ses intérêts et les imposant.

La valeur historique de l'Association Internationale des Travailleurs se réalisait pleinement et, à ce titre, devait forcément aboutir à son propre dépassement.

Cela est d'autant plus vrai que l'AIT s'était largement développée en France, ayant donné naissance à la mi-novembre 1869 à une Fédération parisienne des sociétés ouvrières, qui rassemblera très rapidement 40 000 membres dans 56 sociétés parant aux interdictions anti-ouvrières d'alors.

Au moment de la Commune de Paris, l'AIT dispose d'une base d'autour de 100 000 personnes membres ou sympathisant en France environ, et même deux élus aux élections législatives de février 1871. L'un passera rejoindra le soulèvement, le second trahissant rejoignait les Versaillais : il s'agit de Henri Tolain, du manifeste des soixante, qui deviendra par la suite sénateur le reste de sa vie.

Dans la Commune de Paris, les membres de l'AIT furent une minorité dans la direction, celle-ci restant sous hégémonie des activistes dans l'esprit de 1848. Mais l'AIT comprit tout de suite que l'événement allait dans son sens.

Au nom de l'AIT, Karl Marx rédigea deux adresses à la Commune de Paris, puis ensuite un bilan intitulé *La guerre civile en France*. Ce dernier ouvrage fut immédiatement traduit dans toute l'Europe, montrant la convergence historique parfaite entre la Commune de Paris et l'AIT.

L'œuvre se conclut de la manière suivante :

« L'entendement bourgeois, tout imprégné d'esprit policier, se figure naturellement l'Association internationale des travailleurs comme une sorte de conjuration secrète, dont l'autorité centrale commande, de temps à autre, des explosions en différents pays.

Notre Association n'est, en fait, rien d'autre que le lien international qui unit les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé.

En quel que lieu, sous quelque forme, et dans quelques conditions ne la lutte de classe prenne consistance, il est bien naturel que les membres de notre Association se trouvent au premier rang. Le sol sur lequel elle pousse est la société moderne même.

Elle ne peut en être extirpée, fût-ce au prix de la plus énorme effusion de sang. Pour l'extirper, les gouvernements auraient à extirper le despotisme du capital sur le travail, condition même de leur propre existence parasitaire.

Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière.

Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer. »

Les bourgeoisies des différents pays se mirent naturellement à exercer une pression encore plus grande sur l'AIT, qui fit passer son siège à New York en remplacement de Londres.

Le centre de gravité avait d'ailleurs changé non pas tant de Grande-Bretagne aux États-Unis, qu'en Allemagne avec l'émergence historique d'une puissante social-démocratie.

L'AIT, qui centralisait des initiatives éparses et se posait comme catalyseur, cessa en pratique ses activités en 1873, même si formellement son acte de dissolution fut prononcé au congrès de Philadelphie le 15 juillet 1876.

C'est Friedrich Engels, après la mort de Karl Marx en 1883, qui prendra le relais et qui œuvra à la fondation, en juillet 1889, de la seconde Internationale, l'Internationale Ouvrière, cette fois composée de partis politiques formant la social-démocratie internationale.